

# MEDEF Actu-Eco - n°275

Direction des études

Semaine du 6 au 10 février 2017



## SOMMAIRE

### FRANCE

- 1. Défaillances d'entreprises en décembre 2016** : 57 978 en cumul sur 12 mois (-8,1% sur un an), plus bas niveau depuis février 2009
- 2. Fréquentation touristique en 2016** : +3,9% au quatrième trimestre sur un an, -1,3% en moyenne annuelle
- 3. Budgets d'investissement dans l'industrie prévus pour 2017** : +5% après +4% en 2016, niveau supérieur au point haut de 2008
- 4. Situation des jeunes de 18-19 ans entrés en sixième en septembre 2007** : influence déterminante de l'acquis en fin du primaire sur leur « destin scolaire », 1 jeune sur 2 optimiste sur son avenir professionnel

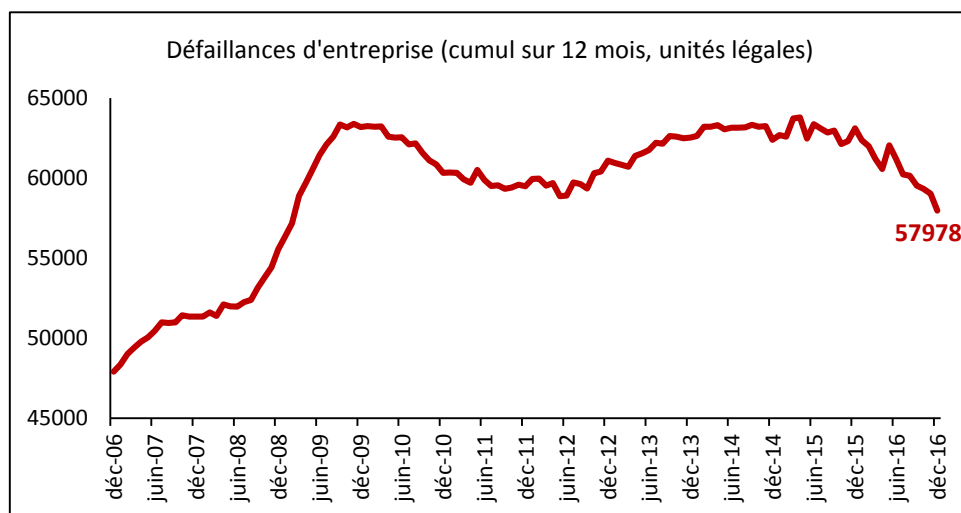
### International

- 5. Climat des affaires aux Etats-Unis en janvier 2017** : rythme d'expansion stable dans le secteur non manufacturier, et accéléré dans le secteur manufacturier
- 6. Marché du travail aux États-Unis en janvier 2017** : +227 000 créations d'emploi, remontée du taux de chômage (4,8%)
- 7. Tendances de la semaine sur les marchés** : spread des taux à 10 ans entre la France et l'Allemagne au plus haut depuis mi 2012, remontée de l'or

## 1. Défaillances d'entreprises en décembre 2016 : 57 978 en cumul sur 12 mois (-8,1% sur un an), plus bas niveau depuis février 2009

\* Selon les données provisoires de la Banque de France, **les défaillances d'entreprises** (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, procédure de sauvegarde) **se sont établies à 57 978 unités légales en décembre 2016**, en cumul sur un an. Il s'agit de leur plus bas niveau

depuis février 2009. Elles s'inscrivent en repli de **-8,1% par rapport à leur niveau de décembre 2015** (toujours en cumul sur 12 mois), après -5,3% le mois précédent sur un an. Elles amplifient ainsi la tendance baissière enregistrée depuis le printemps 2015.



Source : Banque de France

\* Dans le détail, par taille d'entreprise les défaillances de l'ensemble des **PME** se sont contractées de -8,1% entre décembre 2015 et décembre 2016 (toujours en cumul sur 12 mois). Les baisses les plus fortes ont concerné les défaillances de petites entreprises (-12,2%) et des très petites entreprises (-9,7%). Les défaillances

des microentreprises (95% du total) ont baissé de -8,0%.

Les défaillances des **ETI et des grandes entreprises** ont baissé de -23,1%. Elles ne représentent que 0,1% du total des défaillances.

### Défaillances d'entreprises par taille d'entreprise (cumul sur les 12 derniers mois)

Unités légales	novembre 2016	décembre 2016	décembre 2016 / décembre 2015 (%)	Part dans total (%)
PME, dont :	59 009	57 948	-8,1	99,9
Microentreprises et taille indéterminée	55 838	54 831	-8,0	94,6
Très petites entreprises	1 894	1 871	-9,7	3,2
Petites entreprises	926	902	-12,2	1,6
Moyennes entreprises	351	344	-4,7	0,6
ETI et GE	30	30	-23,1	0,1
<b>Total</b>	<b>59 039</b>	<b>57 978</b>	<b>-8,1</b>	<b>100</b>

Source : Banque de France

\* Cette baisse des défaillances sur un an se retrouve dans tous les secteurs d'activité, à l'exception de l'agriculture et des activités de transport-entreposage. L'ampleur du recul a été très variable : -13,6 % dans la construction et

-11,3% dans l'industrie à -0,7% dans les activités immobilières.

A noter que les défaillances dans la construction et le commerce ont représenté 45% du total des défaillances enregistrées en 2016.

**Défaillances d'entreprises par secteur d'activité (cumul sur les 12 derniers mois)**

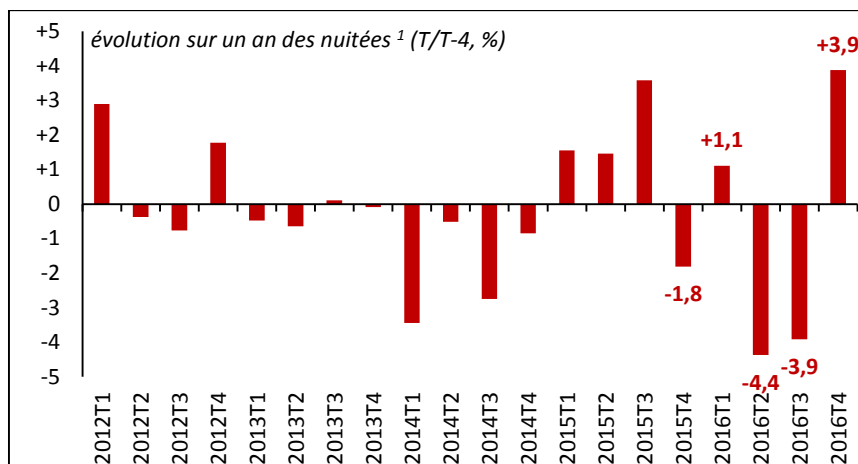
Unités légales	nov-16	déc-16	décembre 2016 / décembre 2015 (%)	Part dans total (%)
Total, dont :	59 039	57 978	-8,1	100
Agriculture, sylviculture et pêche	1 443	1 416	3,4	2,4
Industrie	4 090	4 039	-11,3	7
Construction	14 033	13 699	-13,6	23,6
Commerce et réparation automobile	12 663	12 469	-9,1	21,5
Transports et entreposage	1 793	1 755	0,2	3
Hébergement et restauration	7 912	7 744	-8	13,4
Information et communication	1 416	1 415	-1,1	2,4
Activités financières et d'assurance	1 168	1 134	-7	2
Activités immobilières	2 185	2 137	-0,7	3,7
Soutien aux entreprises	6 340	6 242	-4,1	10,8
Enseignement, santé humaine, action sociale, services aux ménages	5 567	5 505	-5,3	9,5

Source : Banque de France

## 2. Fréquentation touristique en 2016 : +3,9% au quatrième trimestre sur un an, -1,3% en moyenne annuelle

\*Selon les données provisoires de l'INSEE, **la fréquentation touristique en France métropolitaine est repartie en hausse au quatrième trimestre 2016** avec 56,3 millions de nuitées (hôtellerie et autres hébergements collectifs touristiques)<sup>1</sup> : **+3,9% sur un an**, après

deux trimestres consécutifs de recul. Ce rebond fait plus que compenser le repli enregistré au quatrième trimestre 2015 lié à l'impact des attentats. **Le nombre de nuitées dépasse celui du quatrième trimestre 2014.**



Source : INSEE / <sup>1</sup> données hors camping, l'interrogation n'y portant que sur les mois de mai à septembre

La fréquentation dans l'**hôtellerie** s'est redressé de +4,9% sur un an, davantage pour la clientèle française (+5,7%) que pour la clientèle étrangère (+3%). La progression a atteint près de +10% *dans les hôtels de haut de gamme* (4 ou 5 étoiles) qui représentent quelque 25% des nuitées hôtelières.

Ce **redressement de la fréquentation**, qui concerne l'ensemble du territoire, est **le plus net dans les zones urbaines de province** (+6,9%). La progression en Île de France (+4,5%) n'a pas suffi pour retrouver le niveau du dernier trimestre 2014. L'agglomération parisienne représente 36% de la fréquentation des hôtels en métropole.

\*En **moyenne annuelle**, la fréquentation touristique (tous types d'hébergements confondus) a baissé de **-1,3% entre 2015 et 2016 en France métropolitaine**. Ce recul s'explique par la chute de -5,1% de la clientèle étrangère (31% du total) après -0,3% en 2015. La clientèle française s'est accrue de +0,5%, après +3% en 2015.

S'agissant de la **seule hôtellerie**, la fréquentation a baissé de **-1%** en 2016 (+1,8% en 2015), dont

+1,7% pour la clientèle française et -5,7% pour la clientèle étrangère. Cette baisse concerne **l'ensemble des grandes zones d'origine, à l'exception notable de l'Afrique** (+5,3%) **et du Proche et Moyen Orient** (+17,6%). La clientèle en provenance de ces deux zones représente autant que celle en provenance de la Russie, de la Chine et du Japon qui a chuté de -25% en 2016. La clientèle européenne (70% de la clientèle étrangère) a baissé de -4,1%, après -1,5% en 2015.



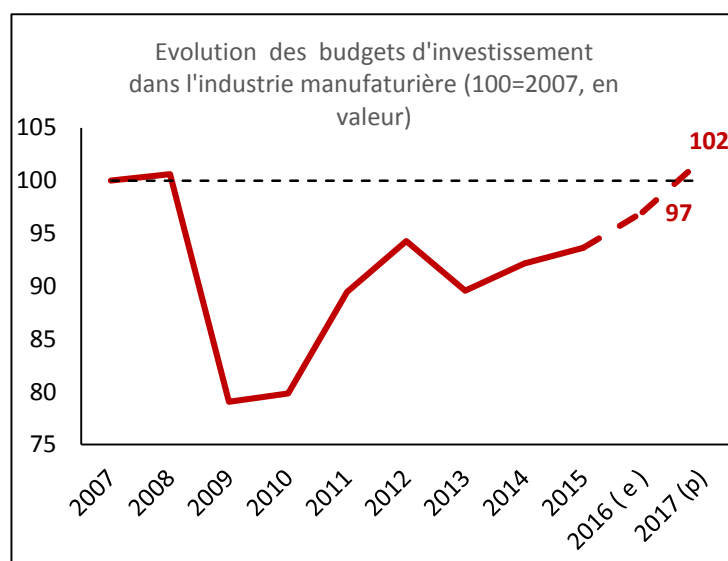
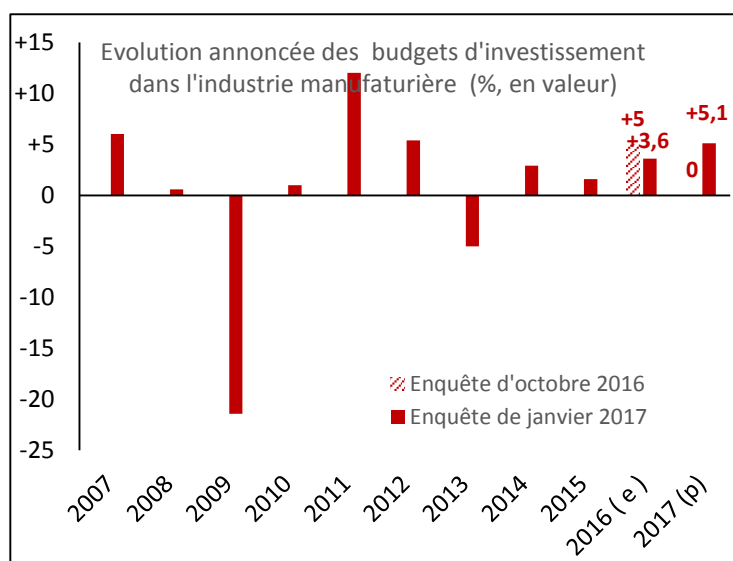
### 3. Budgets d'investissement dans l'industrie prévus pour 2017 : +5% après +4% en 2016, niveau supérieur au point haut de 2008

\* L'INSEE vient de publier son *enquête de janvier 2017 sur les budgets d'investissement dans l'industrie manufacturière* (25% de l'investissement productif en France). Les industriels interrogés annoncent :

- **une hausse de +4% en valeur en 2016**, soit une révision de -1 point par rapport à l'enquête d'octobre 2016 ;

- **une nouvelle hausse de +5,1% en 2017** (contre une stabilité dans la première estimation émise en octobre 2016).

**Les budgets cumulés d'investissement annoncés pour 2016 et 2017 se sont accrus de 4 points entre les deux enquêtes**, (+9% au lieu de +5%). Si ces prévisions sont confirmées, **les budgets d'investissement pour 2017 dépasseraient leur niveau de 2007-2008** de quelque 2%



Source : INSEE

\* **Par grand secteur**, les premières estimations d'octobre 2016 pour 2017 ont été partout révisées à la hausse, parfois de façon très substantielle (de

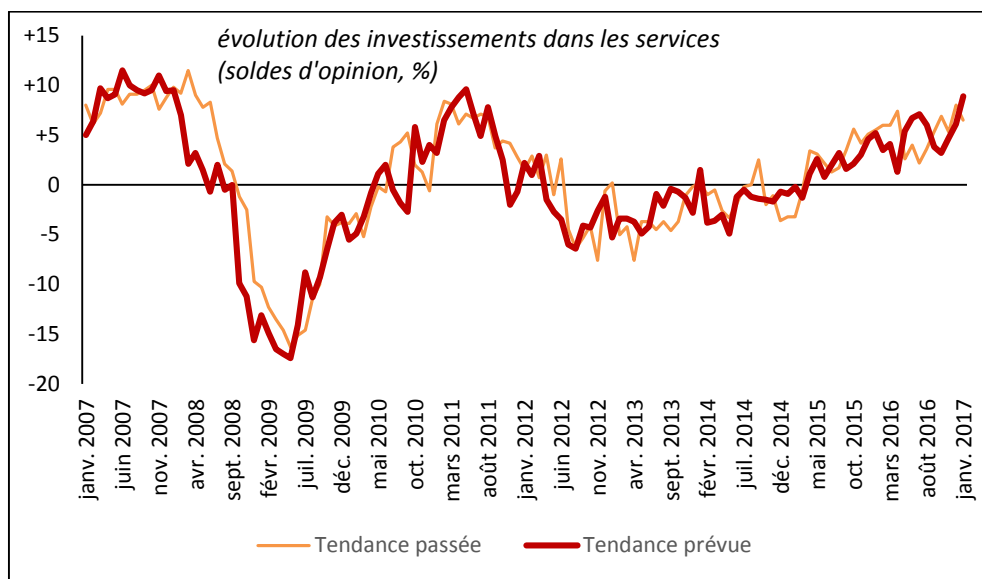
+9 à 16% dans la fabrication de biens d'équipement (après +4% en 2016).

% (en valeur)	Année 2016		Année 2017	
	Enquête octobre 2016	Enquête janvier 2017	Enquête octobre 2016	Enquête janvier 2017
<b>Industrie manufacturière,</b>	+5	+4	0	+5
<b>dont :</b>				
<b>Industries agroalimentaires</b>	+10	+10	+4	+7
<b>Biens d'équipement</b>	+5	+4	+9	+16
<b>matériels de transport</b>	+5	+4	-10	-5
<b>dont: automobile</b>	+7	+7	-7	-3
<b>autres industries</b>	+4	+2	-1	+5

Source : INSEE

\* Par ailleurs, **dans les services**, l'enquête de conjoncture de l'INSEE en janvier 2017 montre un net redressement du solde d'opinion sur les

perspectives d'investissement, à un niveau très supérieur à sa moyenne de longue période.



Source : INSEE

\*

Deux raisons expliquent cette évolution plus favorable des investissements productifs. **La séquence d'amélioration de la compétitivité permise par le CICE a été engagée par la restauration des marges qui permet la reprise des investissements** en train de s'amorcer. Celle-ci va permettre de rattraper graduellement le retard des dernières années. Ce processus de redressement de la compétitivité par les

investissements est plus long à déclencher, mais aussi plus porteur d'avenir.

Il faut y voir également **l'effet de la mesure de suramortissement et de son prolongement** jusqu'au 14 avril 2017, dont l'objectif est de permettre aux entreprises d'accélérer la modernisation de leur outil de production et de gagner en compétitivité.



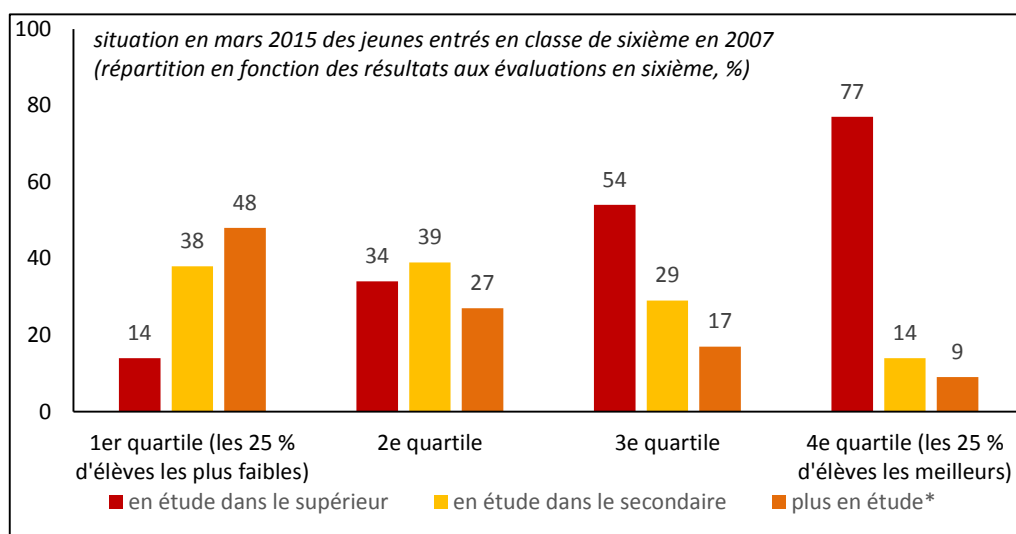
## 4. Situation des jeunes de 18-19 ans : influence déterminante de l'acquis en fin de sixième sur leur « destin scolaire », 1 sur 2 optimiste sur son avenir professionnel

L'INSEE vient de publier une étude sur la **situation en mars 2015 d'une cohorte de jeunes (18-19 ans) entrés en sixième en septembre 2007**. Globalement, 45% d'entre eux ont entamé des études supérieures, 30% sont encore scolarisés dans le secondaire et 25% ont quitté l'école, à titre provisoire ou définitif, dont 10% sans diplôme. Parmi les résultats de cette enquête, trois peuvent être soulignés.

\* La **disparité des situations** selon le milieu social ou le sexe est confirmée. Deux tiers des enfants de cadres poursuivent des études supérieures, contre un tiers des enfants d'ouvriers et un cinquième des enfants de parents sans profession (inactifs chômeurs n'ayant jamais travaillé). Autre disparité, la moitié des filles poursuivent des études supérieures, contre seulement 40% des garçons.

Toutefois, selon l'INSEE, « **c'est le niveau d'acquis en sixième qui est déterminant**. Toutes choses égales par ailleurs, il joue plus sur le destin scolaire des jeunes que le sexe, l'origine sociale, le lieu de résidence, le type d'établissement ou encore l'âge d'entrée en sixième ».

Plus précisément, 77% des élèves les plus performants aux évaluations de sixième (ceux faisant partie du quatrième quartile, c'est-à-dire des 25% les meilleurs) ont obtenu leur baccalauréat sans redoubler et poursuivent des études supérieures. Au contraire, seulement 14% des élèves les moins performants en sixième en 2007 suivent des études supérieures, et près de la moitié d'entre eux ne sont plus scolarisés en 2015 (dont 40% sans aucun diplôme).



Source : INSEE Première (n° 1633, février 2017) / \*avec ou sans diplôme

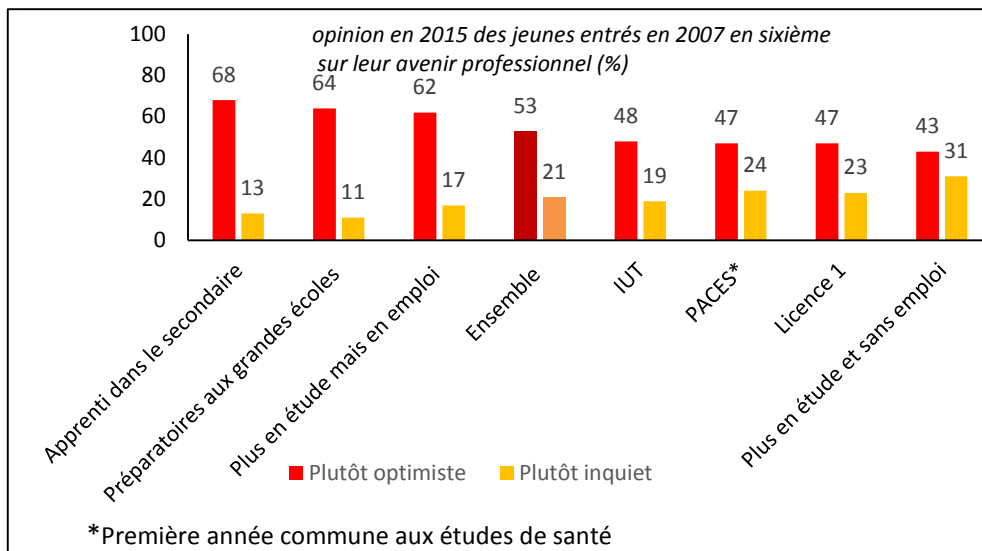
\*

Les jeunes de 18-19 ans sont partagés quant à leur **avenir professionnel** : **53% se déclarent « plutôt optimistes »** et **21% « plutôt inquiets »**, le quart restant ne se prononce pas... Paradoxalement, les filles ont une vision de leur avenir moins optimiste que les garçons, malgré « un parcours scolaire plus favorable ». **Le fait d'avoir un emploi influence**

**positivement l'appréciation des jeunes** : 68% des apprentis du secondaire et 62% des jeunes qui ont arrêté leurs études mais occupent un emploi envisagent favorablement leur avenir professionnel. Les plus inquiets sont les jeunes qui ne suivent plus d'études et sont sans emploi (31%).

Dans l'enseignement supérieur, **moins de la moitié des étudiants affichent un optimisme** (IUT, licence, section de techniciens supérieurs, préparation à une profession médicale). En

revanche, plus de 60% des élèves en classes préparatoires aux grandes écoles et des étudiants de formation paramédicales et sociales envisagent favorablement leur avenir professionnel.



Source : INSEE Première (n° 1633, février 2017)

\* Pour **ceux qui ont arrêté leurs études**, peu diplômés, l'insertion sur le marché du travail est difficile : seuls 37% occupent un emploi, le plus souvent temporaire (CDD, intérim) et 44% sont en recherche d'emploi. Pour ces derniers, ne pas

posséder le permis de conduire peut être un frein supplémentaire dans l'accès à l'emploi (seulement 28% d'entre eux ont le permis, contre 41% pour l'ensemble de la cohorte)

## 5. Climat des affaires aux Etats-Unis en janvier 2017 : rythme d'expansion stable dans le secteur non manufacturier, et accéléré dans le secteur manufacturier

\* La dernière enquête de l'*Institute for Supply Management* (ISM), réalisée auprès des directeurs d'achat en **janvier 2017**, montre **une nouvelle expansion de l'activité**.

\* Dans le **secteur manufacturier**, l'indicateur synthétique a continué de se redresser pour le cinquième mois, s'établissant à **56,0, son plus haut niveau depuis novembre 2014**.

Parmi les entreprises sondées, certaines ont pointé « un climat des affaires favorable lié à une hausse de la demande », voire même « un début d'année solide ». D'autres ont exprimé leur confiance à moyen terme en indiquant que « les perspectives économiques demeurent stables et qu'aucun choc géopolitique ne semble être en mesure de modifier les conditions actuelles de marché ».

Dans le détail, on constate :

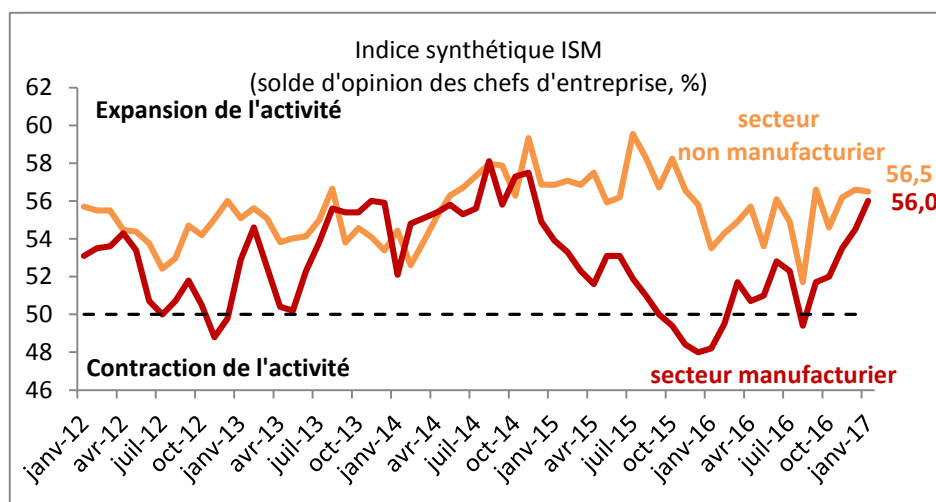
- **une progression maintenue des nouvelles commandes sur le marché intérieur** (60,4 après 60,3 en décembre) mais **un ralentissement des nouvelles commandes à l'exportation** (54,5 après 56,0 en décembre) ;
- **une amélioration des perspectives sur l'emploi** (56,1 après 52,8 en décembre).

\* Dans le **secteur non manufacturier**, l'activité a continué de progresser, au **même rythme qu'au mois de décembre** (l'indicateur synthétique s'est établi à 56,5 après 56,6 en décembre). Il s'agit du 84<sup>ème</sup> mois consécutif d'expansion dans ce secteur.

Certaines entreprises interrogées ont évoqué « une demande relativement plate, voire en légère baisse par rapport au mois de décembre » tandis que d'autres, notamment dans le secteur de la santé, ont exprimé « une situation courante stable mais des incertitudes pour les mois à venir liées à l'impact qu'aura la politique de l'Administration Trump sur le secteur ».

Dans le détail, on note :

- **un ralentissement des nouvelles commandes sur le marché intérieur** (58,6 contre 60,7 en décembre) et **une nette contraction des nouvelles commandes à l'exportation** (48,0 après 53,0 en décembre) ;
- **une hausse marquée des importations** avec un indice synthétique s'établissant à 54,0 après 50,0 en décembre ;
- **une accélération de la progression des perspectives d'emploi** (54,7 contre 52,7).



Source : Institute for Supply Management

## 6. Marché du travail aux États-Unis en janvier 2017 : +227 000 créations d'emploi, remontée du taux de chômage (4,8%)

\*Le Bureau Statistique du Travail américain vient de publier son dernier *Rapport sur l'emploi mensuel*. **Les créations d'emploi** (nettes des suppressions de postes) **dans le secteur non agricole aux États-Unis ont accéléré en janvier 2017, avec +227 000 postes supplémentaires**, (+157 000 en décembre), portées par le secteur privé (+237 000). Le nombre d'emploi créé a été supérieur à la moyenne de 2015 et de 2016 (respectivement +226 000 et +187 000).

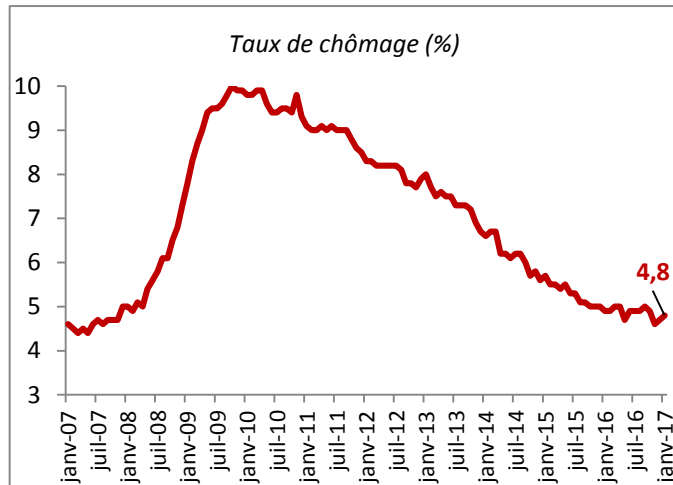
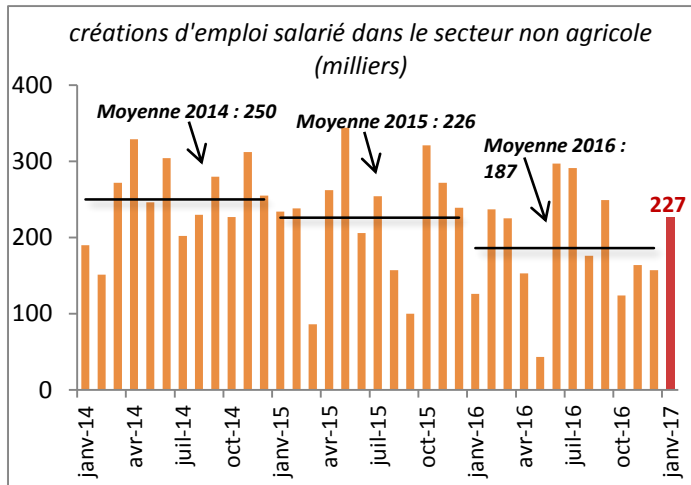
\*Le détail des **créations d'emploi par grand secteur** fait apparaître les éléments suivants :

- +46 000 dans le commerce de détail (après déjà + 34 000 en décembre) grâce notamment aux magasins d'habillement et d'accessoires pour textile (+18 000) ;
- +36 000 dans la construction (dont notamment +11 000 pour les travaux spécialisés de construction liés au logement et +9000 pour la construction résidentielle) ;

- +32 000 emplois dans les activités financières, nombre supérieur à la moyenne mensuelle dans ce secteur depuis deux ans ;
- +30 000 dans la restauration, secteur toujours porteur puisque pourvoyeur de +286 000 emplois au cours des douze derniers mois ;
- +18 000 dans le secteur de la santé (+41 000 en décembre), dont +11 000 dans les services de soins ambulatoires.

\***En janvier, le taux de chômage américain représentait 4,8% de la population active** (4,7% en décembre). Cette légère hausse reflète le retour sur le marché du travail de 584 000 personnes : **le taux de participation au marché du travail** est remonté de 62,7% en décembre 2016 à 62,9% en janvier 2017.

\*Enfin, **la progression des salaires en janvier a légèrement ralenti par rapport à décembre**, tant en rythme mensuel (+0,1% contre +0,2%) qu'en glissement sur douze mois (+2,5% contre +2,9%).



Source: US Bureau of Labor Statistics

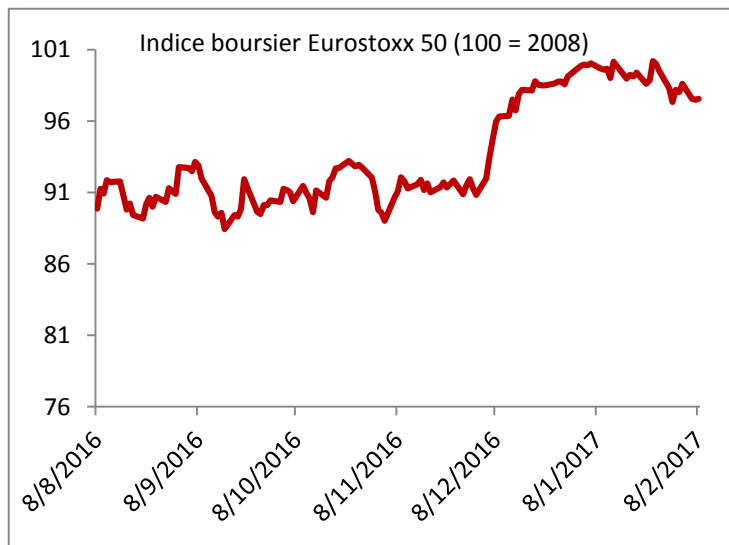
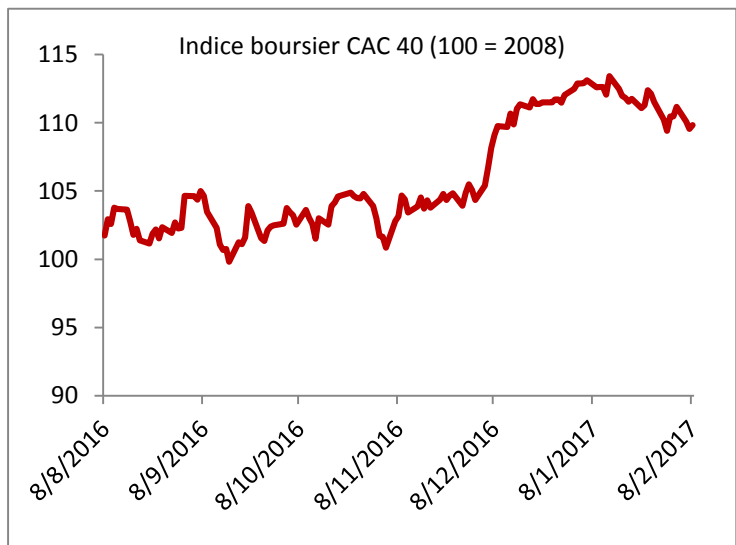
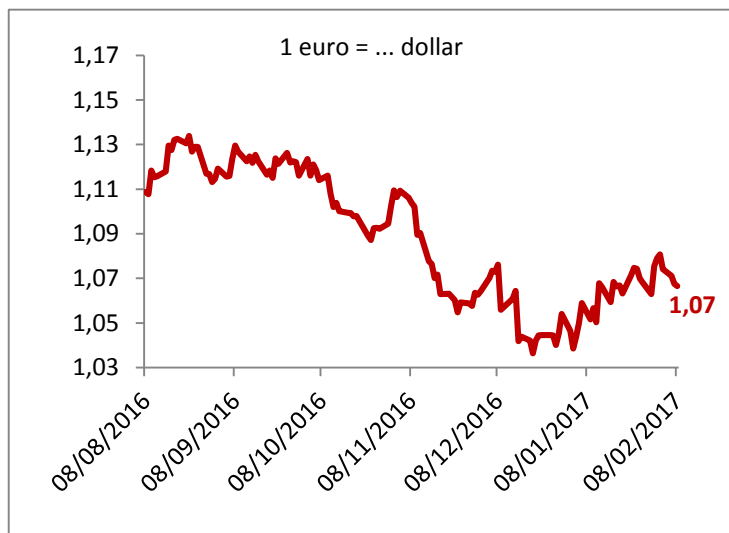
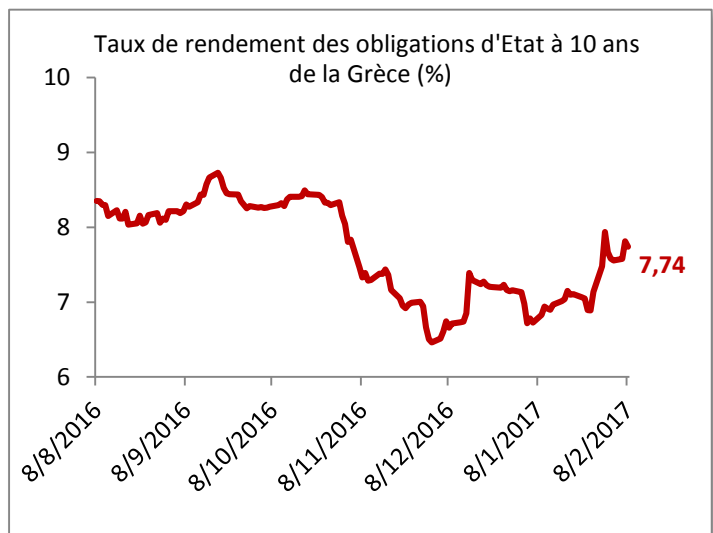
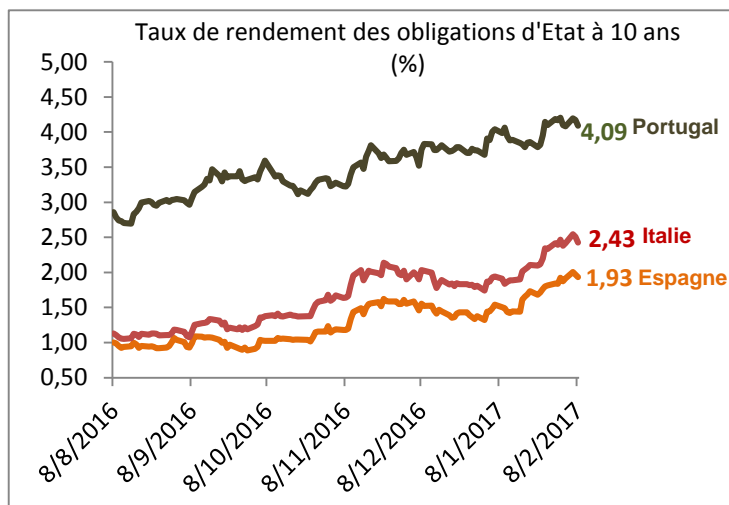
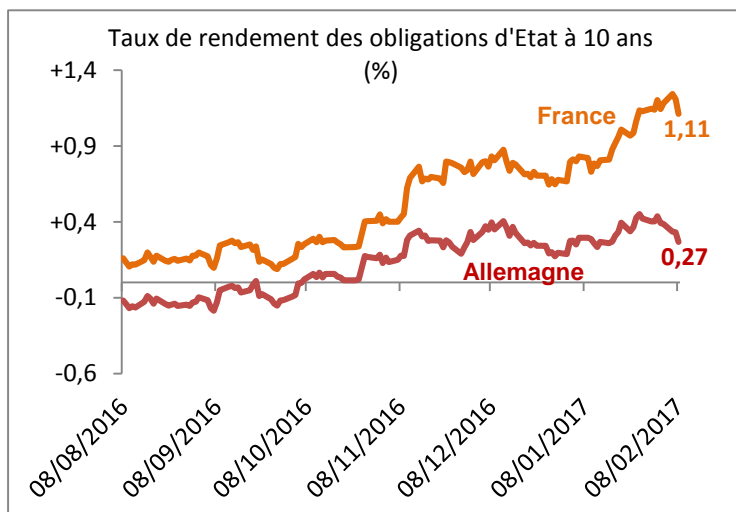
Lors de sa réunion de politique monétaire du 1<sup>er</sup> février dernier, **la Banque centrale américaine (FED) a souligné que les gains d'emplois continuaient d'être « solides » et que le moral des acteurs économiques s'était renforcé**. Pour autant, lors de cette réunion, la FED a décidé d'un *statu quo* sur les taux (après la hausse opérée en décembre) dans l'attente d'une matérialisation

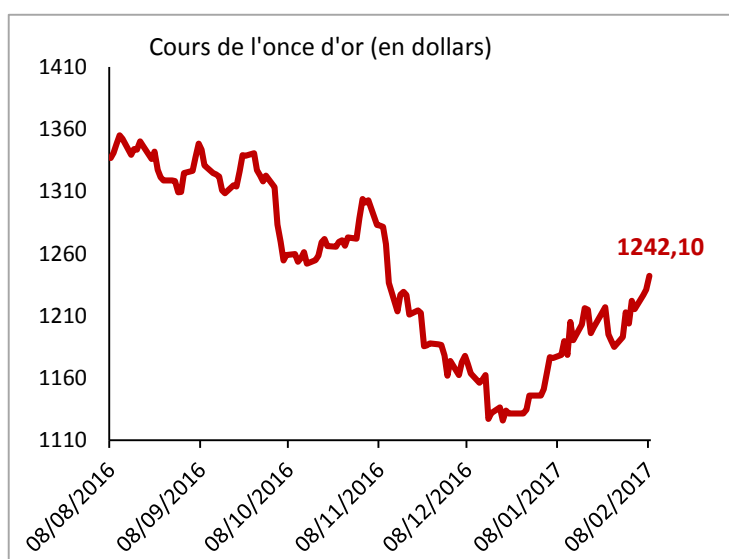
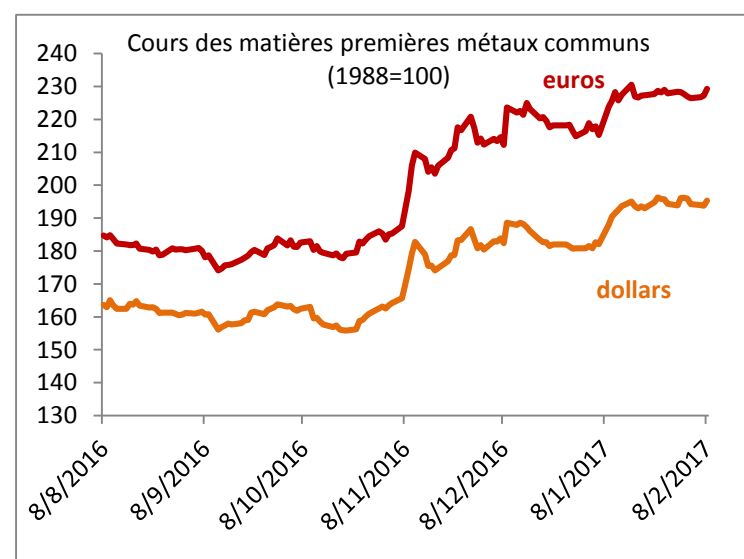
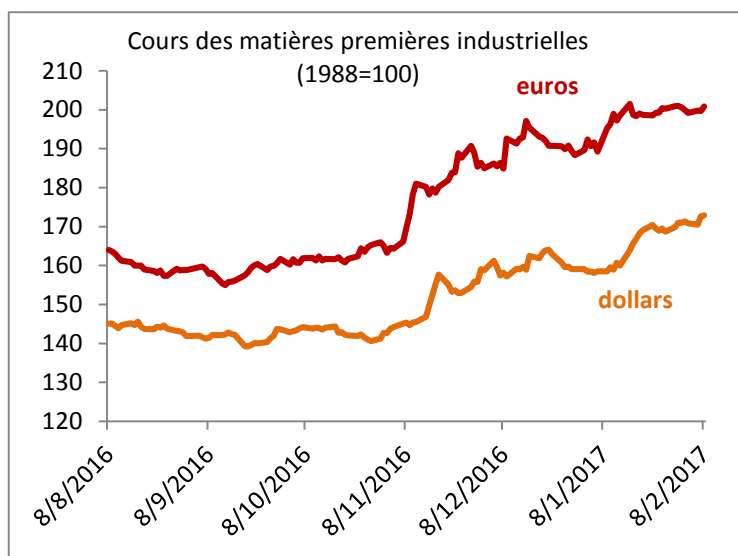
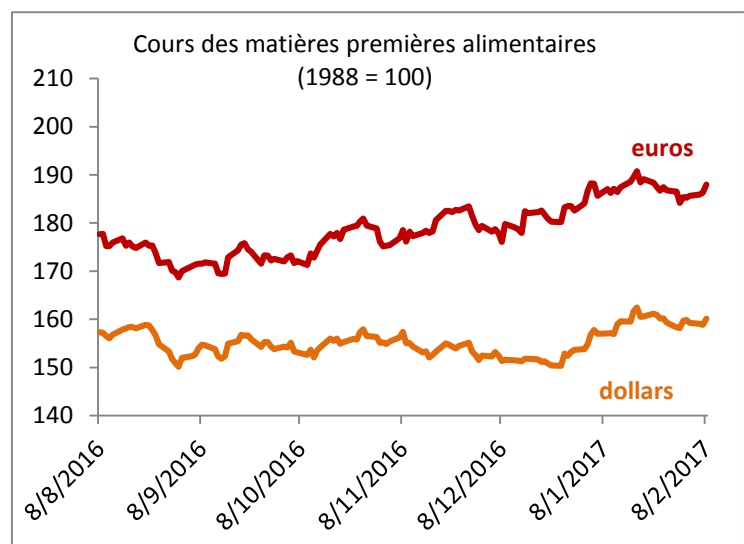
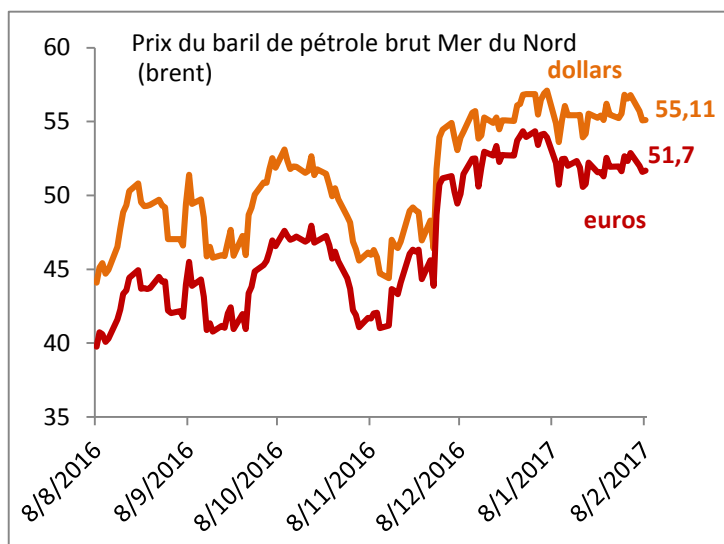
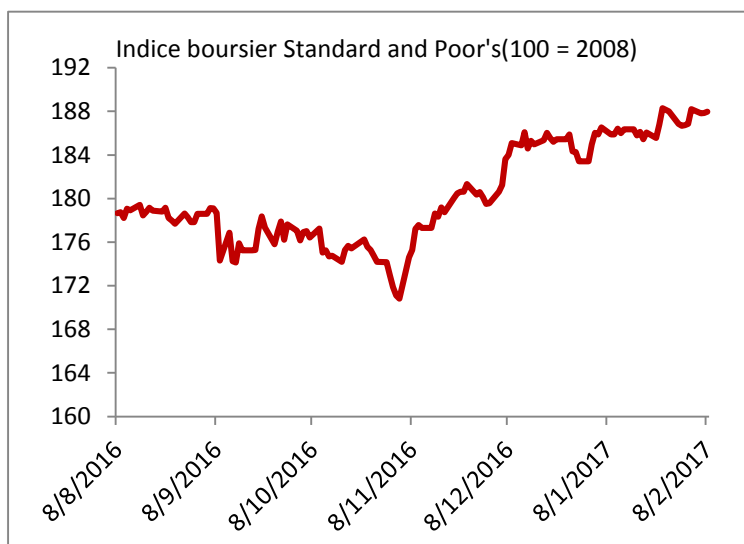
\*

des mesures de relance budgétaires annoncées par Donald Trump.

Si février voyait une confirmation de la dynamique des créations d'emploi et une amorce de relance budgétaire, la FED pourrait dès lors être incitée à relever ses taux au cours de sa prochaine réunion de politique monétaire, le 15 mars prochain.

## 7. Tendances récentes des marchés : spread des taux à 10 ans entre la France et l'Allemagne au plus haut depuis mi 2012, remontée de l'or





Contacts : [gde-lavernee@medef.fr](mailto:gde-lavernee@medef.fr) // [abenhamou@medef.fr](mailto:abenhamou@medef.fr)

Rédaction achevée le 10 février 2017

La Météo de l'éco - Prenez la température de l'économie française en quelques clics, avec 30 indicateurs

➤ Connectez-vous sur [www.meteodeleco.fr](http://www.meteodeleco.fr)  
➤ ou téléchargez l'application gratuitement sur :

